

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Mauvaises-experiences-en-Argentine-La-privatisation-du-pouvoir>

Mauvaises expériences en Argentine : La privatisation du pouvoir

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : mardi 3 août 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les privatisations servent bien plus qu'à gérer des services publics, diriger des entreprises et recueillir des profits : elles constituent une manière de prendre, d'exercer et de se maintenir au le pouvoir. L'Argentine des années 90, où les privatisations ont joué un rôle central et où la vente d'actifs publics s'est traduite par l'établissement d'une relation de domination sur la société et l'État, est un exemple clair. Les entreprises sur la défensive devant Kirchner.

Par Alfredo Eric Calcagno * et Eric Calcagno **

Le Monde Diplomatique, le Dipló, juin 2004

Hermann Heller soulignait déjà, en 1934 : "Le libéralisme, en menant à bien -et jusqu'à son maximum possible- la privatisation de l'économie, conduit aussi, dans sa dernière extrémité, à la privatisation du pouvoir politique : La domination de classe, basée sur une économie privée, s'étend ensuite à tous les autres domaines économiques et politiques. Sa perfection maximale ultime est atteinte avec la domination du capital financier " [\[1\]](#).

Dans l'Argentine des années 90, plusieurs groupes nationaux et surtout étrangers ont acheté du pouvoir en s'appropriant des centres stratégiques qui régissent la société. Ceci leur permettait d'exercer le pouvoir politique de manière directe ou indirecte, ce qui pouvait clairement s'apprécier dans la mise en place de l'agenda social à travers les moyens de communication qu'ils possèdent ou dans lesquels ils achètent de l'espace publicitaire, dans le financement d'institutions universitaires qui légitiment leurs actions et forment des cadres politiques de leur bord ; dans la gestion des entreprises qui captent le revenu national et fixent les prix.

Quels mécanismes utilisent-ils ? Le premier facteur est la privatisation d'activités basiques pour le fonctionnement de la société, qui ont cessé d'être régies par le concept de service public et se sont transformés en affaires « pures et dures ». L'excuse selon laquelle, par nature, l'État ne sait pas administrer n'est pas défendable. Pendant le néo-libéralisme, les entreprises publiques ont mal fonctionné en raison d'une politique délibérée de tarifs très faibles, parce qu'on les a obligées à s'endetter en dollars pour soutenir le taux de change et qu'on leur a refusé, en outre, la couverture pour risques de change, accordée au secteur privé. En résumé, la dégradation de la gestion ces entreprises a permis de les vendre meilleur marché et sans opposition. On peut affirmer qu'a existé une association illicite des fonctionnaires soudoyés, des contractants privés avides et des syndicalistes vénaux. Ce qui correspondait à l'intérêt national était d'assainir les entreprises, non pas de les vendre.

Un autre argument, c'est que pour rendre un bon service, suffit les mécanismes de contrôle, et ce n'est pas ainsi : pour que le service public prévale il est nécessaire d'intervenir dans la gestion de l'entreprise ; On ne peut pas contrôler avec des "contrôleurs" qui n'ont pas d'information, ni moyens d'action ou, pire encore, dans beaucoup de cas, qui sont asservis au entreprises concessionnaires.

Ainsi, les propriétaires ou les concessionnaires des entreprises privatisées se sont trouvés à gérer des activités vitales : l'eau, l'énergie, les communications, le transport, la chimie, la pétrochimie, l'acier, les banques de développement. Ce pouvoir réel n'est pas le résultat de la volonté populaire, mais d'une construction qui a utilisé la violence politique pour imposer ses conditions et la structure économique pour assurer sa permanence dans le temps.

Le premier privatiseur

Il est probable que le cas argentin s'avère unique au monde, tant par la quantité et la qualité des privatisations comme par le court laps de temps durant lequel elles ont été réalisées. L'eau, pour l'entreprise française Lyonnaise

des Eaux-Dumez. Quant à l'énergie, le gaz a été accordé à Repsol-YPF, à Petrobras et à Techint. Sur l'électricité, où règnent Électricité de France et l'espagnole Endesa. Pour le pétrole, on a privatisé YPF et maintenant le secteur est dominé par un oligopole dont les principales entreprises sont Repsol-YPF et la brésilienne Petrobras (autrefois Pérez Companc).

Dans des télécommunications, quatre grands conglomérats existent, quasiment tous étrangers, conduits par Telecom Italie/France Télécom, CEI Citicorp Holdings/Téléphonique International, Agea/Clairon et Cloche South/Movicom. La privatisation du courrier a été un tel échec qu'il a fallu le réétatiser.

Dans des transports, Aerolíneas Argentinas est devenue, après plusieurs vicissitudes, la propriété de l'espagnol Marsans. Les chemins de fer ont été démantelés (sur 35.000 Km de voies, il en reste 5.000). Et l'Entreprise des Lignes Maritimes Argentines (ELMA) a été privatisée.

On a privatisé l'Aéroport d'Ezeiza, le Jorge Newbery et 31 terminaux. On a aussi privatisé les routes : fin 1990, on a accordé presque 9.000 kilomètres de routes nationales à 13 consortiums, détenus par les principales entreprises de travaux publics.

On a privatisé les entreprises publiques d'acier, la chimie et les complexes pétrochimiques. Dans le secteur financier ont été privatisées la Caisse Nationale d'Épargne et Assurances, la Banque Hypothécaire Nationale et les nombreuses banques provinciales, et la Banque Nationale de Développement a été dissoute.

A quoi a servi tout ceci ? Avant tout, à privatiser le pouvoir et à l'éloigner de toute possibilité de transformation démocratique. Ceci implique la gestion par des groupes oligopolistiques privés de variables fondamentales de l'économie : la fixation des prix et des tarifs ; les quantités des approvisionnements ; le transfert de technologie et la fourniture d'information. Avec ces instruments, ces groupes déterminent à qui profite l'excédent économique. Les coups d'État ne sont déjà plus nécessaires, il suffit de coups de marché (dette, dollar, et maintenant tarifs).

L'exploitation pétrolière est un exemple typique de comment les groupes exercent ce pouvoir. Le coût du baril de pétrole à la sortie du puits est d'environ 12 pesos (4 dollars). Les entreprises qui l'extraient le vendent sur le marché intérieur argentin au prix international, qui dépasse maintenant les 40 dollars, comme s'il était d'importation [2]. Elles s'approprient ainsi de la rente pétrolière, qui appartient à l'État argentin et à sa population présente et future (on ne doit pas le confondre avec le bénéfice de l'entreprise, qui est inclus dans le prix du baril). Ce revenu a été estimé à environ 6.000 millions de dollars annuels [3].

Les groupes contrôlent aussi les approvisionnements. Comme ils agissent sur les activités sensibles pour la population, ils disposent d'un fort pouvoir d'extorsion : si on ne leur donne pas les tarifs ou les prix qu'ils exigent, ils marchandent ou suppriment le service ou les approvisionnements. La dénonciation récente du président Kirchner est ferme : « ils ont fermé des puits de pétrole pour provoquer une augmentation des prix [4] ».

Ils disposent de la technologie, qui est celle de leurs maisons mères, et ils ne font pas de recherche en Argentine. D'autre part, dans plusieurs cas, ils monopolisent l'information sur leurs activités et ils communiquent au gouvernement les chiffres qui leur conviennent, même s'ils sont faux. Dans le cas du pétrole, le gouvernement ne sait pas quelle quantité est extraite, ni laquelle est exportée (il existe seulement les déclarations sur l'honneur des entreprises) ; et les coûts de l'exploitation pétrolière et gazière relève du secret d'entreprises.

Évidemment, cela convient très bien aux entreprises privatisées. Entre 1993 et 2000, les 200 plus grandes entreprises du pays ont généré des bénéfices pour environ 28.500 millions de dollars, dont 57% revient aux 26 entreprises privatisées ; la moyenne annuelle du taux de profit de ces entreprises a été de 10.4%, alors que pour celles qui ne sont pas liées aux privatisations, il est de 1.1.% [5].

En résumé, pour l'Argentine l'expérience a été mauvaise et dans quelques cas désastreuse : la distribution d'eau a connue des failles et les investissements promis n'ont jamais été tenus ; dans le pétrole, ils se sont appropriés de la rente, ils n'ont pas exploré et ont sur exporté nos réserves ; dans les chemins des fer, les subventions continuent et le très réduit service rendu est désastreux ; dans les communications, les tarifs sont astronomiques ; les concessionnaires d'aéroports ne payent pas la redevance ; les banques étrangères n'ont pas restitué les dépôts en dollars.

La situation a changé maintenant. Les entreprises privatisées luttent pour conserver leurs privilèges, mais leur situation est précaire et en cours de négociation. Elles dépendent d'un gouvernement qu'elles ne contrôlent plus. La création d'ENARCA, l'Entreprise Nationale d'Energie, peut marquer un point de repère dans la révision de ce qui est arrivé pendant la décennie de 1990. Pourvu que de cet examen émerge l'affirmation d'une souveraineté nationale qui renationalise la société et réétatise l'État.

A.E.C. et E.C.

© LMD Ed. Cône Sud

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi

* Ex fonctionnaire de l'ONU en ECLA et la CNUCED. Auteur de l'Univers Néolibéral (en collaboration) et la Dette perverse.

** Diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (France).

Post-scriptum :

Notes :

[1] Hermann Heller, Théorie de l'État, Fonds de Culture Économique, Mexique, 1955 (première édition en allemand.1934).

[2] Les raffineries payent 2.50 dollars par baril aux entreprises d'extraction et créditent le solde jusqu'au prix international dans un compte spécial

[3] CEPAL, l'investissement étranger en Amérique latine et les Caraïbes. 2001, Santiago du Chili, 2002.

[4] Página 12. Buenos Aires, 06-05-04

[5] Daniel Azpiazu, Les privatisations en Argentine. Fondation OSDE-CIEPP, Buenos Aires, 2002.